

Le comité local de Pantin du Parti Ouvrier Indépendant  
présente la candidature de



**Kamélia  
KINCAID**

**POI**  
PARTI OUVRIER  
INDÉPENDANT

*Pour le socialisme, la République  
et la démocratie*

Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

**“Budget de révolte ?”**

**Non, budget révoltant !**

Plus de 2300 habitants ont signé l'appel de la fédération de Seine Saint Denis du P.O.I., exigeant que le Conseil général, présidé par Claude Bartolone (PS) annule les décisions prises dans son dernier budget, désastreuses pour la population.

**En présentant la candidature de Kamélia Kincaid aux élections cantonales, le comité de Pantin du POI s'engage à combattre pour :**

- le **rétablissement de la subvention départementale sur la carte Imagine'R** pour tous les lycéens et étudiants du 93 ;
- le **rétablissement de la subvention départementale sur la carte Améthyste**, pour les personnes âgées et les personnes handicapées ;
- le **rétablissement des subventions aux associations sportives et culturelles**, qui offrent aux jeunes des activités accessibles qui permettent leur épanouissement.
- **aucune augmentation de la part départementale des impôts locaux** (+13% en deux ans). Les familles sont prises à la gorge ;
- **en finir avec la dictature de la « réduction des déficits » et de la « dette »**, que gouvernement et département mettent sans arrêt en avant pour justifier la destruction des services publics et des emplois.

*Je suis mère de deux  
enfants ... militante  
associative à  
Pantin,  
bibliothécaire et  
confrontée dans ma  
vie quotidienne,  
familiale et  
professionnelle, aux  
conséquences de la  
politique menée par  
le Conseil général...*

**Impossible d'accepter cela ! Rétablissement des subventions, réinscription des 36 millions d'euros au budget pour les besoins des jeunes et de toute la population !**

**Nous voulons le rétablissement de ce à quoi nous avons droit, de ce dont nous avons besoin pour vivre, pour élever nos enfants, pour pouvoir nous soigner dans un hôpital de proximité, nous déplacer sans coûts supplémentaires...**

.../...

## Oui, nos enfants ont besoin

### de nouveaux collèges, de professeurs en nombre suffisant pour leur permettre d'étudier !

Messieurs Kern et Bartolone vantent la politique du Conseil général « en faveur » des collèges...

La réalité, c'est que sa majorité « de gauche » vient d'adopter un plan de 703 millions d'euros pour confier la construction et la gestion de 11 collèges à des entreprises privées ! Pendant 25 ans, le département devrait leur payer un loyer ! A Pantin, le collège Jean-Lolive devrait être reconstruit dans ce cadre.

Nous, parents, devrions encore payer. C'est bien de privatisation qu'il s'agit.

C'est cela, la réalité des « partenariats public-privé » de l'Union européenne et du gouvernement.

Concernant les collèges, est-il normal que le Conseil général soit à l'origine d'initiatives qui excluent nos enfants des cadres nationaux des programmes et des horaires (1 classe de 4<sup>e</sup> et 1 classe de 3<sup>e</sup> dans le collège du quartier des 4 Chemins) ?

Ces initiatives sont financées par le département au nom d'expérimentations « pédagogiques », et privent les élèves des heures auxquelles ils ont droit en français, en maths, en histoire. Nous ne l'acceptons pas. N'est-ce pas entrer là encore dans le cadre voulu par le gouvernement, qui multiplie les mesures contre l'égalité de l'instruction, en ciblant les quartiers populaires.

**Comment peut-on se prétendre en « révolte » contre le gouvernement, et mener, là où l'on a le pouvoir, la même politique que lui ?** Comment accepter qu'un président PS de Conseil général explique sans broncher qu'il a « fait le sale boulot » ?

*« Comme tous les travailleurs et les jeunes du monde,  
j'ai suivi avec la fierté de mes racines  
le combat révolutionnaire du peuple tunisien qui a renversé Ben Ali,  
et construit ses comités de défense de la révolution pour en finir avec ce régime  
soumis aux capitalistes et à l'Union européenne, pour en finir avec la barbarie.  
J'ai accepté d'être candidate à ces élections cantonales pour  
en appeler au regroupement de tous ceux qui refusent  
chaque décision qui détruit nos droits, et nous entraîne vers la barbarie.*

*Je suis candidate pour combattre,  
aider la population à défendre et reconquérir ses droits. »*

## Les faits: Pour la seule année 2010, l'Etat doit 75 millions d'€ au département de Seine-Saint-Denis

Cette somme devait « compenser » le coût des nouvelles compétences transférées au département, suite aux lois de décentralisation des gouvernements de gauche et de droite (en clair : moins de services publics nationaux, plus d'impôts locaux pour les populations). Depuis 2003, l'Etat doit 640 millions au département.

Avec ces lois PS-UMP de décentralisation, les personnels ouvriers dans les collèges, les agents de l'Equipement, de

l'entretien des routes, ont été privés de leur statut de fonctionnaires d'Etat, et sont employés du Conseil général.

Le département est aussi responsable de certaines aides sociales comme l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ou le Revenu Social d'Activité, et de l'activité de la Maison départementale des personnes handicapées, ou encore l'aide sociale à l'enfance, la protection maternelle et infantile.

## Quelle conséquence en tire la majorité « de gauche » du Conseil général ?

Elle a estimé que ce serait, encore, à la population de payer !

Pour éviter une mise sous tutelle du Préfet en cas de budget en déficit, la majorité PS du Conseil Général, avec le vote actif de Monsieur Kern, et l'abstention des conseillers PCF, a décidé d'opérer des coupes budgétaires « dans les dépenses non obligatoires » pour équilibrer son budget et récupérer 36 millions d'euros.

Et l'on inventa le « budget de révolte »... sur le dos de la population.